

Ségrégation, déségrégation, reségrégation dans les villes sud-africaines : Le cas de Cape Town

Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH

Maître de conférences en géographie

École Normale Supérieure Lettres et Sciences humaines
15 parvis René Descartes
69 366 Lyon cedex 7
Tél. : 04 37 37 60 00
Fax : 04 37 37 61 55

Myriam.Houssay-Holzschuch@ens-lsh.fr

Mots-clefs : Ségrégation, villes, Afrique du Sud, Cape Town.

Résumé : Les villes sud-africaines ont longtemps présenté un modèle unique de ségrégation, imposé notamment par le régime d'apartheid. L'analyse du cas de Cape Town permet ici de revenir sur la notion de ségrégation, pour mieux appréhender les dynamiques urbaines post-apartheid. En effet, ségrégation raciale et ségrégation sociale entretiennent aujourd'hui des liens complexes. De plus, il faut prendre en compte d'autres formes de ségrégation, non purement résidentielles, en s'appuyant sur les notions de déracialisation, ou de ségrégation relationnelle.

Keywords: Segregation, cities, South Africa, Cape Town.

Abstract: South African cities have long presented a unique model of segregation, as imposed by the apartheid regime. Through a Cape Town case study, we want to re-read the concept of segregation, in order to better understand post-apartheid urban dynamics. For instance, racial and social segregation entertain complex relationships. What is more, we need to analyse other, non purely residential, forms of segregation, such as deracialisation, or relational segregation.

Une certaine action politique, celle de la ségrégation puis celle de l'apartheid (1948-1994), a transformé par la force les villes sud-africaines en cas extrêmes, en individus géographiques particuliers, en modèles même : la séparation des populations et des espaces urbains y a été poussée à son maximum, pour que l'espace incarne et maintienne l'idéologie raciste des gouvernements. Le cas sud-africain offre ainsi au

géographe un premier sujet de réflexion, par sa singularité. Il pose ainsi plusieurs questions fondamentales pour notre discipline, et notamment :

- Celle, bien sûr, des rapports entre espace et idéologie, comprise soit au sens le plus strict et le plus politique, soit au sens large, dans l'acception que lui donne Di Méo (1998), et qui inclue valeurs et représentations. Jusqu'où l'espace peut-il donc être modelé par le politique ?
- La question de la ségrégation, vue comme un cas particulier qui pose le problème des relations entre espace et société : distance sociale et distance spatiale ont des rapports éminemment complexes et sont corrélés de façon très variable dans la réalité urbaine (Brun et Rhein, 1994).
- Celle, ensuite, de la ville. Une ville où tout est fait pour éviter les rencontres, la mixité et le mélange est-elle encore une ville ? Si oui, quel modèle de fonctionnement et de définition de l'urbain offre-t-elle ? Le cas sud-africain a notamment été utilisé par Jacques Lévy (2000) qui oppose en termes d'urbanité le « modèle de Johannesburg » au « modèle d'Amsterdam ».
- Enfin, le cas sud-africain pose la question des acteurs et de leur impact sur l'espace. Plus encore, il s'agit d'y explorer dans quelle mesure les individus parviennent malgré un cadre très rigide à garder une liberté d'action et de pensée qui est aussi géographique : les pratiques quotidiennes de sociabilité, de mobilité, par exemple, et tout ce qui relève de la citoyenneté, dessinent-ils une autre géographie de ces villes sud-africaines si contrôlées ?

Incontestablement, la spécificité du cas sud-africain se dilue et s'efface depuis la fin de l'apartheid et les premières élections démocratiques d'avril 1994. Les dynamiques socio-spatiales rejoignent des cadres plus connus de l'évolution urbaine, dans un contexte de mondialisation et de métropolisation. Mais les questions précédentes demeurent pertinentes, sous une autre forme : l'action politique s'applique toujours sur ces espaces, cette fois pour tenter de réduire les inégalités socio-spatiales (construction de logements sociaux, équipement des quartiers défavorisés, réforme foncière dans les quartiers détruits par l'apartheid, etc.) ; les formes de la ségrégation évoluent, les pratiques de la ville aussi, et posent conjointement la question de l'urbanité et de la citoyenneté. C'est ce dernier aspect que j'explorerai ici, pour tenter d'analyser en quoi les villes sud-africaines éclairent le problème de la ségrégation. Je m'appuierai sur l'exemple de la ville de Cape Town.

I - Ville de la ségrégation, ville de l'apartheid

Cape Town, la ville-mère des colons européens en Afrique du Sud, a longtemps eu un espace organisé par l'idéologie. D'emblée, lorsque Jan van Riebeeck débarque en 1652 pour fonder une station de ravitaillement, il plante en un geste à l'immense portée symbolique, une haie d'amandes amères pour séparer les établissements européens (fort, jardins...) du continent africain. La ville qui se développera par la suite sera représentative du modèle colonial défini par Massiah et Tribillon (1987), puisque projection d'un idéal métropolitain sur un espace perçu comme une *tabula rasa* : suivant l'époque et la puissance colonisatrice, on observera ainsi une morphologie urbaine caractérisée successivement par un plan orthogonal hollandais dans les quartiers centraux, puis par des développements périphériques britanniques. Sur le plan social, le modèle colonial sera aussi largement appliqué, donnant naissance à une ville duale : la ségrégation socio-spatiale entre « Européens » et « indigènes » sera appliquée comme

principe général, les Européens vivant dans les quartiers les plus centraux et les mieux équipés, séparés des quartiers indigènes par des zones tampons, instaurées pour des raisons de sécurité (prévention des incendies), de sûreté (permettant le déploiement des forces de l'ordre) et de santé publique (prévention des épidémies). Au Cap, ce schéma dual de l'ordre colonial est rendu plus complexe par la présence d'une importante population dite métisse, colorée ou *coloured*¹, et qui forme aujourd'hui la majorité de la population de la ville.

Avec l'évolution politique de la colonie du Cap vers le *self-government*, la ville coloniale va progressivement céder la place à ce que Ron Davies appelle la ville de la ségrégation (1981). Non que la ségrégation soit absente des autres périodes, mais elle prend alors des formes nouvelles, plus strictes et largement inscrites dans la loi. La plus visible et la plus symptomatique est la création en 1901 de la *location* de Ndabeni (détruite en 1936) : il s'agit d'un quartier résidentiel, construit par la municipalité à la suite d'une épidémie de peste bubonique et localisé à la périphérie de la ville. Tous les Africains doivent y résider, à moins de bénéficier d'une exemption en bonne et due forme, accordée au vu de leur niveau d'éducation et/ou de revenu. La ségrégation spatiale prend ici trois formes entremêlées :

- Elle est d'abord *résidentielle*, puisque ce que la municipalité du Cap cherche à instaurer est la séparation des lieux de vie. Le recours massif à la main-d'œuvre africaine – qui se poursuivra par la suite – et la sévère limitation des droits commerciaux dans la *location* – seuls certains commerces, tous soumis à autorisation préalable et contrôles permanents, peuvent y exercer – forcent la population africaine à la mobilité intra urbaine.
- Elle est ensuite *raciale*, mais pas strictement. On l'a vu, certains Africains peuvent y échapper, même s'ils sont en faible nombre et que les difficultés pour y parvenir sont nombreuses. De plus, au Cap, les autres « groupes raciaux », pour reprendre la terminologie de l'époque, c'est-à-dire les *Coloureds*, les Indiens et les Blancs, n'y sont pas assujettis.
- Enfin, elle est *sociale*, mais de façon résiduelle et indirecte : d'une part, les plus aisés des Africains en sont exemptés et cette bourgeoisie en formation s'intègre à d'autres quartiers de la ville. D'autre part, la population noire est dans son ensemble plus pauvre que les autres populations : la concentrer en un lieu revient à renforcer la ségrégation sociale à l'échelle de l'agglomération.

L'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948 va inaugurer le régime d'apartheid. Les chercheurs ont montré que, par bien des aspects, il était en continuité avec les politiques précédentes. Sur le plan de la ségrégation, il importe de souligner qu'il met en place un *élargissement* des aspects précédents et une *systématisation* : la ségrégation est en effet érigée en système, elle concerne tous les aspects de la vie et s'appuie sur un arsenal législatif complexe, progressivement construit à l'échelon national. En 1949 et 1950, mariages et relations sexuelles entre personnes de races différentes sont prohibés. En

¹ L'usage des catégories de population en Afrique du Sud est un problème ardu. Les termes employés ici reprennent ceux de la classification d'apartheid. Il ne s'agit bien sûr pas de l'approuver, mais ces catégories ont été créatrices d'identités (imposées) toujours actuelles ainsi que de clivages socio-économiques marqués. Elles incluent les Blancs (Sud-Africains d'origine européenne), les Indiens (Sud-Africains d'origine indienne), les Africains (Sud-Africains d'origine africaine) et les Métis (ou *Coloureds*, groupe hétérogène constitué de ceux ne ressortissant pas des catégories précédentes, et dont les ancêtres sont souvent Blancs, Khoisan et esclaves importés d'Asie, du Mozambique et de Madagascar).

1950 également, le *Population Registration Act* classe par race l'ensemble de la population sud-africaine et le *Group Areas Act* divise les villes en quartiers résidentiels racialement homogènes : personne ne peut habiter en dehors de la zone qui lui a été désignée (fig. 1). Bien sûr, si ces mesures concernent toutes les populations et en particulier les Blancs comme les Noirs, les conséquences et les espaces concernés sont très différents. Au contraire des quartiers noirs ou *townships* (photo 1 et Houssay-Holzschuch, 1998), les quartiers blancs sont bien situés, bien desservis et bien équipés.

[Insérer ici la figure 1]

Figure 1 : Division de Cape Town en quartiers raciaux selon le *Group Areas Act* et localisation des quartiers cités. Source : Houssay-Holzschuch, Nourrissat, Oldfield, 2000.

[Insérer ici la photo 1]

Photo 1 : Paysage du township de Langa. Cliché C. Holzschuch.

II - Les évolutions post-apartheid de la ségrégation résidentielle

A. À l'échelle métropolitaine : la persistance

L'évolution des villes post-apartheid se caractérise d'abord par l'abolition de la ségrégation imposée par la loi ainsi que l'abandon d'autres restrictions. Les conséquences de cette évolution sur l'espace des grandes villes sud-africaines (Christopher, 2001a et b), sont les suivantes :

- La rapide évolution de certains quartiers péricentraux : quartiers blancs (selon à la fois le *Group Areas Act* et la structure effective de la population) il y a une quinzaine d'années, ils sont passés par une phase de mixité raciale dans la seconde moitié des années 1980 et au début des années 1990. Ils sont aujourd'hui habités par une population majoritairement africaine. C'est notamment le cas des quartiers péricentraux de Johannesburg tels que Hillbrow et Yeoville (Guillaume, 2000).
- La croissance de quartiers informels africains, surtout en périphérie.
- L'application de la loi du marché, sans restriction de race, aux transactions immobilières. En conséquence, les Africains, les Indiens et les Coloureds ayant des revenus suffisants ont pu se porter acquéreurs de logements dans des quartiers de standing ou de classes moyennes, précédemment réservés aux Blancs.
- La construction massive de quartiers d'habitat social par les autorités. Ces quartiers accueillent les populations les plus pauvres, donc majoritairement voire exclusivement africaines. En outre, pour limiter leur coût financier, ces quartiers sont construits à la périphérie des villes, à proximité des townships africains existants.

Ces dynamiques sont donc complexes puisque certaines tendent à défaire la ville de l'apartheid, d'autres la font perdurer : par exemple, la création de quartiers de classes moyennes racialement mixtes brise les logiques de l'apartheid, tandis que les quartiers d'habitat social ne remettent pas en cause, ou rarement, la géographie de la ségrégation raciale. Par ailleurs, les formes de la ségrégation évoluent : sur le plan spatial, des zones déségréguées apparaissent alors que d'autres, comme Hillbrow et Yeoville, sont restées

racialement très ségréguées, même si leur population a radicalement changé et que désormais on puisse être Africain, pauvre et habiter en centre ville.

[Insérer ici la figure 2]

Figure 2 : Répartition spatiale des « groupes raciaux » en 1996. Source : recensement.

[Insérer ici la figure 3]

Figure 3 : Répartition spatiale par revenu en 1996. Source : recensement.

Ces évolutions ont souvent été décrites en termes de transformation d'une ségrégation raciale en ségrégation sociale. L'analyse des processus à l'œuvre, tout comme une vision métropolitaine de la situation amène des conclusions plus nuancées et plus complexes (Bénil, 2000 ; Guillaume, 2001 ; Houssay-Holzschuch, 1999 ; Kitchin, 2002 ; Saff, 1998 ; Teppo, 2000 ; Western, 1996). Ainsi, la comparaison de deux cartes, établies avec les chiffres du recensement de 1996, fait immédiatement apparaître la forte corrélation existant entre « race », telle qu'elle était définie par l'apartheid, et revenu (fig. 3 et 4). Cela peut paraître évident : il est vrai que les restrictions et les discriminations dont les Africains, mais aussi (bien que dans une moindre mesure) les *Coloureds* et les Indiens, ont souffert sous le régime précédent ont eu d'importantes conséquences économiques. Par exemple, leur accès aux emplois qualifiés, à l'éducation, à la propriété foncière, au crédit, était très étroit et parfois interdit. De plus, leurs droits sociaux et politiques étaient soit inexistantes, soit strictement limités : par exemple, le droit à la grève ou à la représentation syndicale, qui aurait pu avoir des conséquences positives sur le niveau de vie de ces populations, n'a été que très tardivement acquis par les Africains.

Cette corrélation entre « race » et revenu, s'expliquant très largement par l'histoire et les politiques passées, concerne toujours la majorité des populations et l'essentiel des espaces des grandes villes sud-africaines. *Ségrégation sociale* et *ségrégation raciale* se recouvrent donc en grande partie : il n'y a donc pas simplement remplacement de l'une par l'autre. En d'autres termes, les quartiers les plus pauvres du Cap restent des townships et des camps de squatters, et ils sont toujours habités par des Africains.

B. À l'échelle du quartiers : des déségrégations ponctuelles

La situation à l'échelle des quartiers est plus complexe et l'on peut analyser les évolutions fines de la ségrégation résidentielle au Cap. Trois cas seront successivement analysés :

- Le cas d'un quartier ancien, péricentral, traditionnellement mixte mais réservé aux Blancs sous l'apartheid ;
- Le cas de quartiers périphériques récents, habités par des classes moyennes ;
- Le cas enfin d'un quartier récent d'habitat social.

1. Woodstock et les zones péricentrales

Le quartier de Woodstock, situé à l'est du centre historique du Cap et à proximité immédiate, a bénéficié d'une des premières vagues d'expansion urbaine hors des limites municipales de l'époque (Houssay-Holzschuch *et al.*, 2000). Il a d'emblée présenté une importante mixité sociale puisqu'il s'est développé en accueillant à la fois des ouvriers

travaillant sur le port ou dans les industries et une bourgeoisie capetonienne attirée par la plage. Quartier portuaire, il se caractérisait aussi par une atmosphère cosmopolite où se mêlaient marins de passage, immigrants récents de la Baltique ou de la Méditerranée, *Coloureds*, etc.

Ce quartier, si différent du projet d'apartheid, a subi une série de « proclamations », c'est-à-dire d'attribution à une « race » particulière en accord avec le *Group Areas Act*, à partir de 1958. Il a ainsi été divisé en parties blanches et *coloured*, le processus entraînant expulsions, résistances, voire « camouflage » de certaines familles *coloured*, refusant de déménager et se faisant passer pour blanches.

Depuis la fin de l'apartheid, l'évolution du quartier a été marquée par une différenciation croissante, en terme de composition de la population comme de revenu, des espaces internes à Woodstock. On peut ainsi distinguer trois zones :

- Lower Woodstock, la partie la plus proche de l'océan. Elle est aujourd'hui très majoritairement habitée par des Coloureds, aux revenus faibles. Dans un bâti dégradé, la criminalité s'est développée de façon très importante et tend à stigmatiser le quartier.
- Walmer Estate et University Estate, sur les pentes de la montagne de la Table, accueillent des populations aux revenus élevés. Walmer Estate est le quartier de prédilection de la bourgeoisie coloured, tandis que University Estate est habité par des Blancs.
- Entre les deux, Upper Woodstock est un quartier de classe moyenne en cours de gentrification. Ses habitants appartiennent à toutes les catégories raciales anciennement définies par l'apartheid.

On a donc, dans un espace restreint, des processus très différents. Globalement, la ségrégation résidentielle se fait de plus en plus sur des bases sociales. D'autre part, si Upper Woodstock a très largement entamé sa déségrégation raciale, les quartiers favorisés restent relativement ségrégués sur le plan de la race. Enfin, Lower Woodstock, traditionnellement mixte et l'étant resté sous l'apartheid en dépit de l'action politique, s'est aujourd'hui reségrégué, sur le plan racial comme sur le plan social : il s'agit peut-être ici de la formation d'un ghetto péricentral, à l'image des villes nord-américaines. En bref, il y a une nette polarisation de la société, dans laquelle entrent des facteurs spatiaux, raciaux et sociaux.

2. Des quartiers mixtes de classes moyennes

Dans un certain nombre de quartiers construits récemment à destination des classes moyennes, la mixité raciale apparaît clairement. Comme Christopher le souligne à bon droit (2001a), c'est là qu'à lieu le réel démembrement de la ville de l'apartheid. En effet, ces quartiers s'opposent au modèle spatial que le *Group Areas Act* a tenté d'imposer aux villes sud-africaines. Plus encore, l'affirmation d'une classe moyenne indienne, *coloured* et africaine, en formation depuis longtemps, va contre le principe de répartition de la richesse en fonction de la race, en vigueur sous l'apartheid.

Au Cap, plusieurs quartiers répondent à ces caractéristiques. Celui de Summergreens, par exemple, a été construit en 1991 comme un quartier non racial et les maisons ont d'abord été achetées, à 90 %, par des Blancs. En 1998, la moitié de sa population était blanche, l'autre moitié également partagée entre Africains et Coloureds (Broadbridge, 2001 ; Fakier, 1998). Les résidents soulignent leur communauté de vue, de valeurs, et s'étonnent de rencontrer les mêmes problèmes par-dessus l'ancienne barrière des races.

Mandalay présente un cas légèrement différent : construit à la fin des années 1970 et au début des années 1980 entre le township *coloured* de Mitchell's Plains et le township africain de Khayelitsha, il était destiné à la classe moyenne *coloured*. En 1996, la moitié de la population de Mandalay était africaine, appartenant aussi à la classe moyenne. Il n'y a pas de famille blanche.

Ainsi, une véritable mixité raciale peut exister dans certains quartiers, regroupant deux ou trois des communautés du Cap. Elle se fait sur des bases sociales, mais semble solide : bien des résidents affirmaient, dans la seconde moitié des années 1990, leur volonté de créer des liens avec leurs voisins, quelque soit la race de ceux-ci. Ils soulignaient aussi volontiers qu'ils étaient les bâtisseurs de la « nouvelle Afrique du Sud ». L'épreuve du temps, de la montée de la criminalité et le contexte général de polarisation sociale ont néanmoins tendance à mettre à l'épreuve ces lieux privilégiés (Broadbridge, 2001).

3. Le cas de Delft South

Enfin, Delft South pose le problème des nouveaux quartiers d'habitat social, construits par le gouvernement à partir de 1996 (Houssay-Holzschuch, 1999). Situé dans la périphérie, sur une zone non construite entre quartiers *coloured* et quartiers noirs, Delft South offre aux plus défavorisés un accès à la propriété, dans des *starter houses*² pourtant précaires (photo 2) : les maisons sont en tôle, de très petite taille, sur une parcelle sableuse réduite. Elles ne comportent qu'une seule pièce et des toilettes. Eau, électricité, égouts, voirie, sont installés. Ecoles, dispensaires, etc. sont progressivement construits.

[Insérer ici la photo 2]

Photo 2 : Delft South lors de sa construction. Cliché M. Houssay-Holzschuch.

Delft South a pu ainsi apparaître comme un « township au rabais », ne remettant pas en cause la géographie fondamentale de la ville d'apartheid : purement résidentiel et donc sans activités permettant à la population de trouver un emploi à proximité, pavillonnaire, pauvre, périphérique, il restait dans la continuité morphologique des quartiers précédemment construits. C'est d'ailleurs le cas pour bon nombre d'autres quartiers ayant la même origine (Christopher, 2001a ; Guillaume, 2001).

Pourtant, Delft South n'est pas racialement ségrégué : il accueille pour une exacte moitié des Coloureds et des Africains, inscrit sur les listes d'attente pour l'obtention d'un logement. Ces listes d'attente, héritées de l'apartheid, étaient différentes selon la race et les autorités ont choisi d'attribuer alternativement les maisons nouvellement construites aux candidats de chaque liste. En cela d'abord, Delft South est atypique. Ensuite, les pratiques sociales des habitants ont accentué cette mixité raciale en créant d'importantes solidarités selon des critères non raciaux, par exemple suivant la façon dont chacun est entré en possession de sa maison : il y a ceux qui l'ont légalement reçue et les autres, les 'Kickers', qui l'ont occupé de manière frauduleuse immédiatement après son achèvement (Oldfield, 2001). La solidarité entre les 'Kickers' est telle qu'ils ont réussi à faire légalement reconnaître leur installation. Là encore, de nouveaux liens se créent.

² Le plan de construction prévoit que chaque famille agrandisse sa maison, au fur et à mesure de ses besoins et de ses moyens.

III - Prospective : vers une prise en compte de la ségrégation au sens large

Les évolutions de villes post-apartheid comme Le Cap sont donc complexes et difficiles à saisir. La déségrégation raciale sur le plan résidentiel y est limitée et peut s'accompagner, ou non, de ségrégation sociale. Ponctuellement, des cas de reségrégation raciale existent, comme à Lower Woodstock. Pour mieux appréhender ces changements, il me semble qu'une réflexion plus large sur la notion de ségrégation est nécessaire.

Saff (1998) propose pour cela une distinction essentielle entre ce qu'il appelle déségrégation, au sens strict, et ce qu'il préfère nommer déracialisation. La notion de déracialisation rend compte d'un double phénomène : l'installation, dans des quartiers historiquement blancs, de camps de squatters principalement habités par des Africains ; et le maintien d'une ségrégation fonctionnelle entre le camp de squatters d'un côté et le quartier blanc de l'autre. La déracialisation a donc comme premier intérêt de prendre en compte finement les échelles de la ségrégation : elle peut ne plus apparaître à l'échelle du quartier – puisque des populations différentes, en terme de race comme de revenu, y résident – alors qu'elle reste très marquée à l'échelle des pâtés de maison. Par ailleurs, et c'est le second apport de la notion, la coupure spatiale, sociale et fonctionnelle reste extrêmement opérante : bien plus, cette proximité spatiale a souvent entraîné un raidissement des attitudes, notamment de la part des Blancs. Saff réserve le terme de déségrégation à la déségrégation effective, où, quelque soit l'échelle ou le domaine considéré, la coupure a disparu.

Son analyse ouvre aussi la voie à la prise en compte de formes non résidentielles de la ségrégation (Houssay-Holzschuch *et al.*, 2000) : en effet, pratiques sociales et pratiques spatiales corrigent ou accentuent la ségrégation résidentielle (Brun & Rhein, 1994 ; Préteceille, 1998). Pour cela, les différents groupes sociaux doivent pouvoir circuler dans la ville : la notion de mobilité intra-urbaine est donc essentielle pour appréhender globalement la ségrégation. Existe-t-il, au sein de la ville, des lieux de rencontre ? Dès lors, l'analyse de la ségrégation résidentielle doit être complétée par celle d'une ségrégation qu'on pourrait appeler relationnelle : les activités sociales dans leur ensemble mettent-elles en contact des gens différents, que ce soit sur le lieu de travail, le lieu de culte, à l'école, dans les espaces publics, dans les espaces de loisirs et d'achat, ou dans le cercle des relations privées ? On peut alors évaluer, par les pratiques individuelles, une des caractéristiques de la ville : son urbanité (Lévy, 2000), comprise ici comme la multiplicité des rencontres possibles.

Orientation bibliographique

BÉNIT, C. (2000). – Johannesburg : déségrégation raciale, ségrégation sociale ?. In : DUREAU, F. ; DUPOND, V. (et al.). – *Métropoles en mouvement, une comparaison internationale*. Paris, Anthropos & IRD, pp. 269-280.

BROADBRIDGE, H. (2001). - *Negotiating Post-Apartheid Boundaries and Identities: An Anthropological Study of the Creation of a Cape Town Suburb*. Stellenbosch, University of Stellenbosch, thèse.

BRUN, J. ; RHEIN, C. (1994). – *La Ségrégation dans la ville*. Paris, L'Harmattan, 258 p.

- CHRISTOPHER, A.J. (2001a). – First steps in the desegregation of South African towns and cities, 1991-6. *Development Southern Africa*, vol. 18, n°4, pp. 457-469.
- CHRISTOPHER, A.J. (2001b). – Urban Segregation in Post-apartheid South Africa. *Urban Studies*, vol. 38, n°3, pp. 449-466.
- DAVIES, R.J. (1981). - The spatial Formation of the South African City. *Geojournal*, Sup. Iss., 2, pp. 59-72.
- DI MEO, G. (1998). – *Géographie sociale et Territoires*. Paris, Nathan, 317 p (fac. Géographie).
- DUPONT, V. ; HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M. (2001). – Fragmentation And Access To The City: Cape Town And Delhi In A Comparative Perspective. Paris, Université de Paris X Nanterre, Workshop "Space, Territories and identities in South Africa and India: a comparative perspective".
- FAKIER, Y. (1998). – *Grappling with Change*. Cape Town, Cape Times & IDASA, 112 p.
- GERVAIS-LAMBONY, P. (2001). – La Ségrégation dans la grande ville, un essai de définition. In : GERVAIS-LAMBONY, M. – *Les très grandes villes dans le monde*. Paris, Atlante, pp. 33-38.
- GUILLAUME, P. (2001). - *Johannesburg, géographies de l'exclusion*. Paris, IFAS-Karthala, 391 p.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M. (1999). - *Le Cap, ville sud-africaine : ville blanche, vies noires*. Paris, L'Harmattan, 276 p. (Géographie et Cultures).
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M. (1998). - Espace de contrôle, espaces de subversion : les townships sud-africains. In : GUILLAUD, D. ; SEYSSET, M. ; WALTER, A. - *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaïson*. Paris, ORSTOM/UMR PRODIG, pp. 401-406.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH, M.; NOURRISSAT, S.; OLDFIELD, S. (2000). - Social and Spatial Polarisation in Post-apartheid Woodstock. Cape Town, University of Cape Town, Workshop « Space, Identities and Territories in India and South Africa ».
- JAGLIN, S. (2001). – Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe. *Annales de Géographie*, n°619, pp. 243-265.
- KITCHIN, F. (2002). – Desegregation, resegregation and centre/periphery relationships in Durban. Grenoble, Institut de Géographie Alpine & IRD, Rencontres scientifiques franco sud-africaines de l'innovation territoriale.
- LEVY, J. (2000). - *Le Tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris, Belin, 400 p.
- MASSIAH, G. ; TRIBILLON, J.-F. (1987). - *Villes en développement*. Paris, La Découverte, 320 p.
- OLDFIELD, S. (2000). - *State Restructuring and Urban transformation in South Africa: a Negotiation of Race, Place and Poverty*. thèse, University of Minnesota, 284 p.
- PRETECEILLE, E. (1998). De la ville divisée à la ville éclatée : questions et catégories de la recherche. In : MAY, N. ; VELTZ, P. ; LANDRIEU, J. ; SPECTOR, T. (éds) – *La ville éclatée*. Paris, Editions de l'Aube, pp. 33-58.
- SAFF, G.R. (1998). - *Changing Cape Town: Urban Dynamics, Policy and Planning during the Political Transition in South Africa*. Lanham, University Press of America, 259 p.
- TEPPO, A. (2000). – Process of Racial/Spatial Desegregation in a Former 'Poor White' Area. Cape Town, University of Cape Town, Workshop « Space, Identities and Territories in India and South Africa ».

WESTERN, J. (1996). - *Outcast Cape Town*. Berkeley, University of California Press, 396 p.